

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1120<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Vendredi 13 octobre 1967,  
à 15 h 30

**NEW YORK**

SOMMAIRE

Page

*Point 39 de l'ordre du jour:*

*Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: rapport du Conseil du développement industriel (suite) . . . . . 71*

*Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI  
(Pérou).*

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: rapport du Conseil du développement industriel (suite\*) [A/6703, chap. IX; A/6715/Rev.1, A/6800, A/6808]

1. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que le Colloque international sur le développement industriel a suscité un vif intérêt dans son pays. De nombreux chercheurs ont participé à la rédaction de mémoires destinés au Colloque. Toutefois, étant donné les événements qui se sont produits en Grèce, le Gouvernement ukrainien renoncerait à envoyer des représentants au Colloque si celui-ci devait se tenir à Athènes. M. Boïko estime que le Colloque gagnerait à tenir ses assises à Vienne, d'autant plus que le siège de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a été transféré dans cette ville et que son secrétariat a déjà commencé à y fonctionner. La tenue du Colloque à Vienne ne pourrait que rehausser son autorité et permettrait de mieux préparer la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

2. M. HOO (Chine) dit que son gouvernement, qui a participé activement au Colloque régional organisé par la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, attache une grande importance au futur Colloque international sur le développement industriel. En 1966, l'Assemblée générale a, par sa résolution 2178 (XXI), entériné la décision du Conseil économique et social de tenir le Colloque international à Athènes en décembre 1967. De l'avis de la délégation chinoise, le transfert du Colloque conduirait en fait à le différer, ce qui, comme l'a fait observer le représentant de l'Autriche (1116<sup>ème</sup> séance), serait préjudiciable à l'ONUDI. Il importe donc que le Colloque ait lieu à Athènes, à la date prévue.

3. M. MARDOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que la communauté scientifique de son pays a accueilli favorablement la décision de l'Assemblée générale d'organiser un colloque

international sur l'industrialisation. Toutefois, en raison des événements qui sont dans toutes les mémoires, les chercheurs biélorussiens, qui ont préparé une série d'exposés sur les problèmes actuels du développement industriel, ne prendront pas part aux travaux du Colloque s'il se tient à Athènes. Le choix d'une ville comme Vienne ou Genève permettrait, en revanche, à tous les pays intéressés d'apporter leur contribution aux travaux du Colloque, ce qui est une des conditions essentielles de son succès.

4. M. BAKONYI-SEBESTYEN (Hongrie) dit que sa délégation est avant tout soucieuse d'assurer le succès du Colloque. Or, l'une des conditions les plus importantes pour sa réussite est la participation de tous les pays intéressés, en particulier des pays socialistes qui ont acquis une expérience précieuse dans le domaine de l'industrialisation. La position de la Hongrie est la même que celle de l'Union soviétique et d'autres pays qui ont déclaré qu'il leur serait impossible d'assister au Colloque si celui-ci avait lieu à Athènes. Le représentant de la Hongrie exprime l'espoir que des consultations permettront de surmonter les difficultés actuelles et que le Colloque pourra être transféré dans une autre ville.

5. M. SZABLEWSKI (Pologne) estime que les arrangements actuels ne garantissent pas le succès du Colloque international sur le développement industriel. Dans sa résolution 2178 (XXI), l'Assemblée générale a exprimé l'espoir que les recommandations du Colloque donneraient une nouvelle impulsion aux efforts de coopération internationale qui visent notamment à permettre l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement. Il importe donc d'assurer une coopération internationale aussi large que possible et, partant, de parvenir à une solution qui permettrait à tous les pays intéressés de prendre part aux travaux du Colloque.

6. M. Szablewski déclare que la Pologne a toujours appuyé activement la création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. Pour elle, le Colloque international sur le développement industriel devait représenter un effort mondial concerté pour établir les directives nécessaires aux activités de l'ONUDI dans le domaine du développement industriel. La Pologne a constitué un comité spécial pour préparer son apport à ce Colloque.

7. Malheureusement, les circonstances actuelles font que, si ce Colloque se tient à Athènes, il ne sera pas possible à tous les pays, et notamment à la Pologne, d'y participer.

8. La délégation polonaise déclare à ce propos que la pleine participation de tous les pays est une condi-

\*Reprise des débats de la 1118<sup>ème</sup> séance.

tion nécessaire au succès et à la réussite du Colloque international sur le développement industriel.

9. La note remise par le Directeur exécutif de l'ONUDI (A/6808) précise à cet égard que le secrétariat a poursuivi les préparatifs du Colloque en tenant compte des discussions des divers organes délibérants concernant cette question, et notamment de celles qui ont eu lieu à la quarante-troisième session du Conseil économique et social. Or, il est bien connu que ces discussions ont porté sur le lieu du Colloque, et le représentant de la Pologne exprime l'espoir que le Directeur exécutif prendra d'urgence les mesures nécessaires pour que le Colloque puisse se tenir à Vienne à la date prévue, afin que tous les pays puissent y participer.

10. M. BRADLEY (Argentine) aimerait connaître les incidences financières du transfert du Colloque à Vienne ou à Genève.

11. M. ABDEL-RAHMAN (Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) dit que le coût de la tenue du Colloque à Genève, Athènes et Vienne s'élèverait respectivement à 173 400 dollars, 278 100 dollars et 245 600 dollars. Le Gouvernement grec s'est engagé à rembourser les frais supplémentaires jusqu'à concurrence de 77 400 dollars et il convient, par conséquent, de déduire cette somme du montant correspondant. Au chiffre cité pour Vienne viendraient s'ajouter les frais de location des salles de conférence.

12. M. VARELA (Panama) rappelle que c'est la délégation panaméenne qui a initialement proposé que le Colloque se tienne à Athènes, proposition qui a été acceptée par le Conseil économique et social et entérinée par l'Assemblée générale. Il attire l'attention des pays qui ont annoncé qu'ils ne participeraient pas au Colloque sur le fait que l'Assemblée générale a conclu un accord en bonne et due forme avec le Gouvernement grec. Pour dénoncer cet accord, l'Assemblée devrait adopter une résolution spéciale qui n'ajouterait pas au prestige de l'Organisation. Le fait de prendre part à une réunion technique telle que le Colloque n'implique aucunement la reconnaissance du Gouvernement grec, et le représentant du Panama espère que les pays socialistes reconsidéreront leur attitude. Le secrétariat de l'ONUDI est resté en rapport permanent avec les autorités grecques et a pu constater que le Colloque pourra se tenir comme prévu dans des conditions satisfaisantes. Pour peu que le Gouvernement grec maintienne l'offre des mêmes moyens matériels et honore l'accord conclu avec l'Organisation des Nations Unies, rien ne s'oppose à ce que le Colloque se tienne à Athènes et il n'appartient pas à la Commission de revenir sur cette décision.

13. M. CHTOUROU (Tunisie) demande au Directeur exécutif de l'ONUDI si les estimations qu'il a données ont un caractère absolu, ou bien si elles tiennent compte des préparatifs déjà faits et des dépenses déjà engagées.

14. M. ABDEL-RAHMAN (Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) répond que ces estimations comportent cinq chefs de dépenses, à savoir: les services de consultants, les frais de subsistance et de voyage

du personnel du secrétariat, les services de conférences, les services d'information et les frais généraux. Les dépenses engagées jusqu'à présent par l'ONU ont trait à divers travaux préparatoires, notamment en ce qui concerne les documents. Il faut noter que le transfert du lieu du Colloque à Genève ou à Vienne ne diminuerait en rien le montant de ces dépenses. D'autre part, l'organisation du Colloque ne serait pas nécessairement également aisée dans les trois villes en question.

15. Le Directeur exécutif rappelle que, parallèlement au Colloque, sera organisé un service de promotion industrielle. Les dépenses relatives à ce service se trouveraient modifiées au cas où il serait décidé d'abandonner Athènes comme lieu du Colloque.

16. Quels que soient les divers aspects de la question, il importe de prendre une décision au plus vite, étant donné l'ampleur des préparatifs nécessaires.

17. M. MUZIK (Tchécoslovaquie) demande si le chiffre indiqué pour Vienne tient compte du fait qu'au moment du Colloque, l'ONUDI aura transféré ses services dans cette ville, ce qui aurait de toute évidence pour effet de diminuer les frais de voyage et de subsistance. Il demande également si les services de conférences ne pourraient pas être obtenus à titre gratuit. Quant au service de promotion industrielle, il intéresse surtout les représentants d'industries, dont la plupart appartiennent au secteur privé. Ces représentants ne feraient pas de différence entre les diverses villes proposées comme siège du Colloque.

18. M. ABDEL-RAHMAN (Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) répond que l'estimation donnée date du 11 octobre et tient pleinement compte de toutes les facilités et installations dont l'ONUDI disposera à Vienne. Il faut noter à cet égard qu'une bonne partie du personnel, notamment celui des services linguistiques, ne se trouve pas encore sur place. D'ailleurs, le personnel permanent de l'ONUDI n'est pas suffisant pour assurer le service de conférences telles que le Colloque. En ce qui concerne les services de conférences, le Directeur exécutif dit qu'il étudiera la possibilité suggérée. Pour ce qui est du service de promotion, il est incontestable que celui-ci présente un grand intérêt pour les représentants d'industries, qu'ils appartiennent au secteur privé ou au secteur public. Les discussions porteront non seulement sur des questions financières, mais sur une gamme étendue d'aspects des activités de promotion. Il s'agit de réunir des personnes dont l'intérêt ne se bornera pas aux travaux du Colloque, mais sera également motivé par le désir d'établir des contacts à différents niveaux. Dans un souci d'efficacité, le secrétariat envisage la possibilité de tenir trois séances par jour pendant le Colloque.

19. M. BRADLEY (Argentine) voudrait savoir quelles conséquences de caractère juridique et financier pourrait avoir pour l'ONU la rupture du contrat qu'elle a conclu avec le Gouvernement grec au sujet de l'organisation du Colloque.

20. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique) dit qu'à la suite de l'adoption, par le Conseil économique et social, de sa résolution 1185 C (XLI) et, par l'As-

semblée générale, de sa résolution 2178 (XXI), le Secrétariat a conclu avec la Grèce, le 14 avril 1967, un accord par lequel le Gouvernement grec a accepté d'accueillir le Colloque international sur le développement industriel. Au cas où un litige surgirait concernant l'application de cet accord, la question serait tranchée par arbitrage, conformément aux dispositions pertinentes. Il est certain, cependant, que l'Assemblée générale est libre de revenir sur une de ses décisions. Si tel devait être le cas, le Secrétariat ne pourrait que s'incliner et, en ce qui concerne l'accord conclu avec le Gouvernement grec, constater que ses termes ne sont plus applicables. De son côté, ce gouvernement pourrait alors réclamer le remboursement des dépenses déjà engagées.

21. M. CHTOUROU (Tunisie) demande s'il existe des précédents en la matière.

22. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique) répond qu'il n'existe aucun précédent d'une ampleur comparable.

23. M. CARANICAS (Grèce) estime que la discussion est quelque peu hors de propos. La Commission est saisie d'une décision de l'Assemblée générale et d'une recommandation prise par le Conseil économique et social à sa quarante-troisième session (voir A/6703, par. 373). Contrairement à ce que prétend le représentant de la Pologne invoquant pour ce faire la note du Directeur exécutif (A/6808, par. 4), la Commission n'examine pas la question du transfert éventuel du lieu du Colloque, car elle n'est saisie à cet effet d'aucun projet de résolution ni d'aucune proposition officielle. Par ailleurs, le même représentant, expliquant l'intention de son pays de ne pas participer au Colloque, a laissé entendre que la situation en Grèce ne garantissait pas le succès de cette réunion. Quelles raisons peut-il avancer à l'appui de sa thèse? Ce n'est certainement pas l'existence de discriminations quant à la participation d'un pays quelconque. Le Directeur exécutif de l'ONUDI peut, en connaissance de cause, témoigner de l'ardeur avec laquelle le Gouvernement grec a poussé les préparatifs pour assurer que le Colloque se tienne dans les meilleures conditions. Aussi serait-il regrettable que les pays socialistes, puissances industrielles de premier plan, privent les pays en voie de développement du bénéfice de leur expérience.

24. Comme l'a dit le représentant du Panama, participer à cette manifestation n'implique pas la reconnaissance du Gouvernement grec qui entretient, d'ailleurs, avec les pays socialistes des relations diplomatiques et commerciales normales. L'attitude de ces pays ne peut donc s'expliquer que par la volonté de montrer leur déplaisir à l'endroit des autorités actuelles, au prix d'une politisation regrettable de questions d'ordre purement technique et économique.

25. Le représentant de la Tunisie a fort à propos soulevé la question des incidences financières du transfert éventuel du lieu du Colloque. Il va sans dire que, le cas échéant, le Gouvernement grec réclamerait

à l'ONU le remboursement des dépenses qu'il a engagées jusqu'à présent et qui s'élèvent à 980 000 dollars, sans tenir compte du coût de l'immeuble réservé pour le Colloque. Il faut espérer que l'on n'en arrivera pas à ces extrémités.

26. M. CHTOUROU (Tunisie) dit que les incidences financières du déplacement éventuel du lieu du Colloque ne sont qu'un des éléments qui dicteront l'attitude de son gouvernement.

27. M. AHMED (Pakistan), tout en se ralliant à la décision prise d'ajourner l'examen du programme de travail de l'ONUDI jusqu'à ce que les documents pertinents soient distribués dans toutes les langues de travail, estime que la Commission devrait passer de toute urgence à l'examen de la résolution 2 (I) traitant des questions financières, adoptée par le Conseil du développement industriel à sa première session (voir A/6715/Rev.1, annexe VIII), qui recommande notamment à l'Assemblée générale d'instituer au titre V du budget des Nations Unies un chapitre distinct pour le programme d'assistance technique au développement industriel.

28. M. GEORGE (France) conçoit difficilement que la Commission veuille revenir sur la décision qu'elle a prise deux jours auparavant (1117ème séance). La question du financement de l'ONUDI est liée à l'examen du programme de travail de cette organisation. D'ailleurs, elle ne revêt aucun caractère d'urgence puisque la Cinquième Commission n'abordera pas l'examen du titre V du budget avant plusieurs semaines. Différer l'examen de la résolution 2 (I) n'en compromet donc pas l'exécution qui n'est prévue de toute façon que pour le 1er janvier 1968. Toutefois, la délégation française ne s'opposera pas à l'examen de cette résolution.

29. M. AHMED (Pakistan) estime que la question du financement n'est nullement liée au programme de travail de l'ONUDI pour 1968; il s'agit d'une mesure qui, si elle est adoptée, aura un caractère permanent.

30. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique), appuyé par Mlle DEAS (Royaume-Uni), émet certaines réserves quant à la compétence de la Commission à prendre une décision. Seule la Cinquième Commission a pouvoir de statuer sur les questions budgétaires. Certes, si l'institution d'un chapitre distinct au budget de l'ONU doit résulter de l'examen de la question par la Cinquième Commission, la question de savoir s'il appartient au Conseil du développement industriel ou au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement d'examiner le programme relève de la Deuxième Commission.

31. Le PRESIDENT propose que la Commission procède à la séance suivante à l'examen du projet de résolution 2 (I) du Conseil du développement industriel, sans que cela préjuge en rien sa compétence quant au fond.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 17 h 10.*

